La Grande Conversation

*La revue de **Terra Nova***

Pourquoi le programme de Jean-Luc Mélenchon est (complètement) à côté de la plaque

Politique

Par Guillaume Duval

ancien speechwriter de Josep Borrell, Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Président de la Commission européenne

Publié le 13 novembre 2026

Jean-Luc Mélenchon vient de présenter la énième version de son programme présidentiel. Celui-ci énonce comme d'habitude une litanie sans fin de promesses intenables. Une démarche parfaitement inadaptée aux exigences tant économiques que politiques de l'heure.

La nouvelle version du programme présidentiel de Jean-Luc Mélenchon est vraiment un cadeau à recommander pour Noël. 6 parties, 23 chapitres, 212

pages, 1069 propositions : vous en aurez pour vos 4,90 €. Jean-Luc Mélenchon promet en effet des super cadeaux à (presque) tout le monde (en dehors de quelques milliardaires). De quoi redonner la banane à toutes celles et tous ceux qui s'imaginent bêtement que les temps sont durs et qu'il faudra que le nouveau président et son gouvernement fassent des choix difficiles en sélectionnant très précisément leurs priorités tout en demandant parallèlement des efforts à quasiment tout le monde.

Un programme qui gagne n'est pas un programme de 212 pages

Mais avant d'y revenir, on doit se poser d'abord une question : est-ce que cela fait sens pour un candidat à l'élection présidentielle de mettre sur la table un programme de 212 pages et 1069 propositions ? Si l'on se réfère aux deux seuls candidats de gauche qui ont gagné la présidentielle sous la Ve République, François Mitterrand l'avait emporté en 1981 avec 110 propositions rassemblées dans un 4 pages et, en 2012, François Hollande avait présenté pour sa part 60 propositions qui tenaient elles aussi en quelques pages seulement.

Jean-Luc Mélenchon répondrait sans doute que, malgré toute l'admiration qu'il avait pour François Mitterrand, ces deux présidents ont beaucoup déçu ensuite celles et ceux qui les avaient portés au pouvoir et qu'un programme aussi précis et complet que le sien est un moyen de se garantir cette fois contre de telles déconvenues. Lors du meeting de présentation de ce programme le 8 novembre dernier, Jean-Luc Mélenchon a d'ailleurs publiquement réaffirmé sa détermination à mettre en œuvre *tout* l'Avenir en Commun s'il est élu.

Une telle approche n'est cependant ni réaliste ni surtout souhaitable sur le plan démocratique. Tout d'abord, selon

l'article 5 de la Constitution, le Président « *veille au respect de la Constitution, assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et la continuité de l'État. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et des traités. Il est également le chef des armées.* » Tandis que c'est le gouvernement qui « *détermine et conduit la politique de la Nation. Il dispose de l'administration et de la force armée.* » Et « *le Premier ministre dirige l'action du Gouvernement. Il est responsable de la Défense nationale. Il assure l'exécution des lois.* »

La France n'a pas besoin d'un nouveau président jupitérien

Autrement dit, ce n'est pas (du tout) le rôle prévu par la Constitution pour le Président de la République que de définir dans les moindres détails la politique à suivre par le pays dans tous les domaines. C'est la tâche du gouvernement sous le contrôle du parlement. Certes ce rôle a connu dans la pratique une dérive progressive vers un micromanagement de plus en plus serré de la politique gouvernementale de la part du Président de la République et de son cabinet. Une dérive qui a culminé ces dernières années avec la présidence jupitérienne d'un Emmanuel Macron, utilisant même toutes les ficelles d'une Constitution insuffisamment démocratique pour continuer à diriger seul le pays bien qu'il ait été massivement désavoué par les électeurs en 2024.

Mais Jean-Luc Mélenchon est censé justement être un des pourfendeurs les plus acharnés de la pratique du pouvoir macroniste et le promoteur d'une future VIe République enfin déprésidentialisée. Sa volonté d'associer sa candidature à un programme aussi précis et détaillé montre pourtant qu'il entend bien placer en pratique ses pas dans ceux d'Emmanuel Macron et diriger seul le pays avec à ses côtés un premier ministre et

son gouvernement ramenés au rang de simples « collaborateurs » selon la formule de Nicolas Sarkozy. Il inscrit pleinement sa candidature dans la vision bonapartiste et verticale d'un Président « sauveur suprême » qui a précisément conduit le pays dans l'impasse sociale, politique et démocratique où il se trouve aujourd'hui.

Outre que cette posture est dangereuse, elle est aussi parfaitement irréaliste. La France insoumise a recueilli 9,9 % des voix aux élections européennes de 2024 et Jean-Luc Mélenchon est crédité aujourd'hui dans les sondages de 15 à 20 % des voix au premier tour. A supposer qu'il parvienne au second tour et que face à Marine Le Pen, il soit, comme l'imaginent ses partisans, finalement élu grâce à un énorme sursaut républicain — que tous les sondages disent aujourd'hui très improbable —, son parti, La France Insoumise, n'a strictement aucune chance de rassembler dans la foulée la majorité absolue de députés à l'Assemblée Nationale qui permettrait d'envisager d'appliquer véritablement ce programme. Il ne sera donc de toute façon jamais mis en œuvre (et heureusement mais nous y reviendrons de façon plus détaillée dans de prochains papiers).

L'Avenir en Commun ne pourrait de toute façon jamais être mis en œuvre

Si ce n'est pas Marine Le Pen qui est élue en mai prochain comme il faut ardemment le souhaiter, le nouveau président ou la nouvelle présidente quel qu'il ou elle soit, devra être capable de construire une large coalition. Et même si lui-même ou elle-même est de gauche, cette coalition devra, pour gouverner, dépasser selon toute vraisemblance les frontières d'un camp qui ne rassemble pour l'instant au mieux qu'un tiers des Français.es.

Ce dont les démocrates ont besoin face à Marine Le Pen ce n'est donc de toute façon pas d'un candidat qui, du haut de ses 20 % des voix au premier tour, détiendrait grâce aux 1069 propositions de son programme clef en main toutes les réponses sur tous les sujets et serait déterminé à l'appliquer intégralement, mais d'un.e candidat.e capable de rassembler une large majorité démocratique et de définir avec ses futurs partenaires un programme d'urgence de nature à éviter une crise financière et redonner un espoir et un élan au pays, programme qui se résumera selon toute probabilité à une dizaine de mesures clés. Autrement dit : les 1069 propositions de Jean-Luc Mélenchon ne sont de toute façon que d'une utilité très limitée par rapport aux impératifs de l'heure.

Bref, contrairement à ce que disent et croient non seulement Jean-Luc Mélenchon et ses supporters mais aussi nombre d'observateurs qui commentent ces sujets la pertinence d'un programme pour l'élection de 2027 ne se mesure absolument pas aux dizaines de pages et centaines de propositions qu'il contient. Au contraire, plus ces chiffres sont élevés, plus ils sont un indicateur très sûr de la volonté du candidat en question d'exercer une présidence de type jupitérien et de son incapacité probable à rassembler au-delà de ses supporters les plus convaincus.

L'inflation de l'Avenir en Commun

Mais, au-delà de ces remarques générales, que penser de ces 212 pages et 1069 propositions ? Elles sont, par leur nature même, totalement inadaptées aux exigences du moment. Comme on le sait, ce programme n'est que la énième actualisation du programme déjà développé par Jean-Luc Mélenchon en 2012, 2017 et 2022. Celui de 2012, s'appelait l'Humain d'abord et ne comportait encore « que » 35 pages. Celui de 2017, devenu alors l'Avenir en commun, en comptait

130. La version 2022 était montée à 162 pages. La dernière cuvée atteint désormais 212 pages.

Cette façon cumulative de construire un programme électoral présente certes de nombreux avantages. On n'a pas besoin de réinventer la roue à chaque fois : on actualise quelques chiffres, on modifie quelques formulations, on ajoute quelques propositions (de dépenses) supplémentaires et roulez jeunesse… Elle présente néanmoins aussi un risque important : elle incite à ne pas prendre en compte suffisamment le changement des circonstances qui entoure l'élection. Et ce défaut est particulièrement net dans la façon, devenue au fond très routinière, dont Jean-Luc Mélenchon et La France Insoumise abordent l'élection de 2027.

Ils ont fait comme d'habitude : ils ont entassé secteur par secteur tous les désidératas possibles des associations ou des syndicats pour améliorer les choses dans un domaine donné sans véritable hiérarchisation ni priorités, ce qui permet certes que tout le monde puisse trouver son compte dans le programme de Jean-Luc Mélenchon. Comme d'autres revendications sont apparues depuis 2022, ils ont donc encore gonflé le programme de 50 pages et quelques centaines de propositions. Une démarche qui conduit mécaniquement à une hausse considérable des dépenses publiques, non chiffrée à ce stade dans l'ouvrage qui vient d'être publié.

Un programme conte de fée

Pour boucler le tout sans faire de peine à personne, on se contente de dire ensuite qu'on va financer tout ça en annulant de façon parfaitement indolore une partie de la dette publique et en ne prenant de l'argent qu'à quelques milliardaires. Et, grâce à la forte croissance enfin revenue (mais attention une croissance qui ne consommera bien sûr ni énergies fossiles ni matières premières non renouvelables), tout va rouler de

nouveau tout seul dans le meilleur des mondes. Un vrai conte de fée.

En 2017 et en 2022, cela avait fonctionné : tout le monde savait au fond que ce programme n'était pas sérieux sur le plan économique mais chacun à gauche se satisfaisait de voir ses demandes sectorielles prises en compte par Jean-Luc Mélenchon et La France Insoumise. Et ce n'était de toute façon pas très grave : l'enjeu principal ne consistait alors qu'à essayer d'éviter la présence de Marine Le Pen au second tour pour challenger une droite classique relookée par Emmanuel Macron, sans réelle perspective de l'emporter. Dans un tel contexte, Jean-Luc Mélenchon était parvenu à rassembler le « vote utile » à gauche malgré ses positions antieuropéennes et favorables à Vladimir Poutine, permettant ainsi ensuite à la France Insoumise de devenir la force dominante à gauche.

Mais, cette fois-ci, il n'est plus question de se faire plaisir : du fait du désastre des dix années de présidence d'Emmanuel Macron, la France est devenue l'homme malade de l'Europe et elle est effectivement menacée d'une crise financière majeure. Et cela dans un contexte géopolitique et géoéconomique profondément dégradé tant par la guerre lancée par Vladimir Poutine contre l'Ukraine et l'Europe (non réellement prise en compte dans le débat présidentiel de 2022) que par les frasques catastrophiques de Donald Trump 2 (absent lui aussi du paysage en 2022). Tandis que, sur le plan politique, l'enjeu n'est plus (malheureusement) d'empêcher Marine Le Pen d'être présente au second tour mais bien de réussir à la battre en rassemblant tous les démocrates.

Une démarche routinière totalement inadaptée aux enjeux de 2027

Dans un tel contexte, radicalement transformé par rapport à 2022, il ne peut plus être question en particulier de continuer à multiplier simplement les promesses de dépenses publiques tous azimuts. Le fait que Jean-Luc Mélenchon ait fait comme d'habitude en se contentant de rajouter quelques centaines de propositions par rapport aux versions antérieures de son programme, le fait qu'il ait été incapable de remettre en cause sa démarche programmatique pour au contraire en réduire radicalement l'ampleur et se concentrer sur quelques mesures clefs, démontre la profondeur de son incompréhension des enjeux de cette période critique pour la France et son avenir. C'est le cas bien sûr également de sa vision restée profondément antieuropéenne de l'avenir du pays et de son approche campiste très XXe siècle des questions géopolitiques mais on y reviendra plus en détail ultérieurement.